



Inter-Peuples



**13 et 17 octobre :
2 grands moments de
mémoire du massacre
du 17 octobre 1961**

Sommaire

ÉDITO	
Massacre du 17 octobre 1961	p. 2
AGENDA	p. 3
NOS MOBILISATIONS	
St Bernard...	p. 4
Alain Guézou..	
Pour Adama Traoré...	p. 5
Face au mal-logement	
Contre massacres et viols au Congo	p. 6
Halte à la répression à La Poste	
Contre la loi El-Khomri	
Violences policières et d'Etat	p. 7
Mémoires blessées...	p. 8
Déclaration de Montréal	p. 9
INTERNATIONAL	
FSM : un bilan en demi-teinte	p.10
Le jour du dépassement global...	p.12
Gabon...	p.13
NOS PARTENAIRES	p.14
NOUS AVONS AIMÉ	p.16

**Gabon, RDC :
2 peuples en souffrance**

**FSM :
un bilan en
demi-teinte**



Marche d'ouverture
du Forum social
mondial 2016

Photo : forumsocial.info

Éditorial

Massacre du 17 octobre 1961 : pour une mémoire vivante et actualisée...

Le 17 octobre 1961, des dizaines de milliers de travailleurs algériens et leurs familles ont manifesté pacifiquement à Paris, à l'appel du FLN, pour le droit à l'indépendance de l'Algérie, pour leur droit à l'égalité et à la dignité, contre le couvre-feu raciste qui leur était imposé. Ce jour-là et les jours suivants, plusieurs centaines d'entre eux furent massacrés, jetés dans la Seine ou gravement blessés par des policiers déchaînés sous les ordres du préfet de Paris Maurice Papon (le même qui fut condamné en 1998 pour complicité de crimes contre l'humanité pour avoir organisé la déportation des juifs de la région où il était secrétaire général de la préfecture de Gironde, entre 1942 et 1944 sous l'occupation nazie). On retrouva des corps dans la Seine jusqu'à une quinzaine de jours après... Un massacre couvert par le Président de l'époque, un certain Charles de Gaulle, occulté par la majorité des médias, à quelques exceptions près. Significatif et exemplaire : le 20 octobre 1961 un millier de femmes algériennes et leurs enfants manifestèrent pour dénoncer ce massacre et exiger la vérité et l'accès aux disparu.e.s...

Depuis près d'une trentaine d'années les Grenoblois se rassemblent et défilent chaque 17 octobre jusqu'à l'Isère pour ne pas oublier et exiger que toute la lumière soit faite sur ce massacre colonial. Le 17 octobre 2012, François Hollande a reconnu partiellement ce massacre, mais il n'a jamais été question de reconnaître qu'il s'agissait d'un crime d'Etat. L'accès aux archives officielles n'est encore que très partiel comme l'a souligné l'historien spécialiste de cette période Jean-Luc Einaudi. Depuis plus d'une année la dizaine d'associations qui co-organisent ces rassemblements annuels - dont notamment Algérie au Cœur et le Centre d'Information Inter-Peuples - interpellent la Municipalité de Grenoble pour exiger une plaque en mémoire des victimes de ce massacre, une plaque qui sera effectivement apposée et inaugurée officiellement lundi 17 octobre 2016 place Edmond Arnaud, en présence du Maire de Grenoble et du Consul d'Algérie. L'occasion de nous retrouver plus nombreux que jamais, y compris le jeudi 13 octobre où seront proposées aux Grenoblois, à la Maison des Associations, "5h. pour la Vérité sur le 17 octobre 1961" (cf. l'Agenda).

Loin de tirer toutes les conséquences et tous les enseignements de ce passé encore récent, de nombreuses forces politiques tentent de réécrire l'Histoire, pour glorifier le passé colonial et attiser les haines xénophobes. En ces temps troublés où la tentation est forte d'empiéter sur les libertés individuelles, où se succèdent et s'empilent des dispositifs très inquiétants et liberticides de surveillance, il est fondamental de maintenir la mémoire mais d'élargir la mobilisation contre tous les racismes et contre tout cet arsenal législatif et sécuritaire. De la rafle du Vel d'Hiv (Paris, juillet 1942) aux centaines de centres de rétention et de camps d'internement pour étrangers qui jalonnent toute l'Europe, en passant par la répression sanglante du 17 octobre 1961, nous savons ce qu'un pouvoir en place peut faire au nom de la Raison d'Etat, sous couvert de la lutte anti-terroriste.

Inter-Peuples

Publication mensuelle
du CIIP

Maison des Associations
6, rue Berthe de Boissieux
38 000 GRENOBLE
Bureau 114
Tel : 04.76.87.59.79
Courriel : ciip@wanadoo.fr
Site web : www.ciip.fr

PERMANENCES DU CIIP
Lundi au vendredi, 13h30-18h

CREDITCOOP GRENOBLE
n°41020019703

ISSN: 0999-7830
Commission paritaire
n° 0517 G 86569

Directeur de publication

Jo BRIANT

Rédaction

Jo BRIANT

Catherine GRUNWALD

Étamé M'BAPPE

Marc OLLIVIER

Elodie QUEFFELEC

Françoise RAYNAUD

Philippe SAVOYE

Roseline VACHETTA

Maquettiste

Catherine GRUNWALD

Créé en mai 1980, le CIIP est un centre d'information, de documentation, de solidarité interculturelle et internationale qui a pour objectifs essentiels :

- **Faire mieux connaître** les réalités, les cultures, les droits des peuples et des minorités des cinq continents (y compris en France)
- **Lutter** contre les atteintes aux Droits de l'Homme et des Peuples, contre toutes les formes de racisme et de domination.
- **Promouvoir** un monde solidaire et durable, sans famines, sans guerres, sans oppression.

Réseau associatif de près de 80 lieux dans toute la France

Ritimo a pour objectif d'informer le public pour **renforcer la solidarité internationale**. Ses membres rendent accessible et diffusent une information spécialisée sur les causes du mal développement, les inégalités Nord Sud, les droits de l'Homme. Ils veulent participer à la modification de nos choix de développement et **agir pour une autre mondialisation**.

Imprimerie Euro'Prim
47, Avenue Alsace Lorraine
38000 GRENOBLE

Papier recyclé

Agenda

DATE	OÙ ?	QUOI ?
Mercredi 28/09 20H	Maison des Associations Grenoble	Notre 1^{er} COUP DE CŒUR : Conférence-débat : "Face aux arnaques des banques : des citoyens agissent !", avec Stéphanie Houdart et Patrick Saurin. Org. Coll. pour un audit citoyen de la dette publique (CAC 38), CADTM, soutien du CIIP
Samedi 1^{er} /10 14H - 17H	<i>Maison des Associations Grenoble</i>	Conférence-débat : "les massacres et les viols massifs en RDC (Congo)" Org Collectif des Congolais de Grenoble, soutien CIIP.
Dimanche 2 15H	<i>Salle Olivier Messiaen 3 rue du Vieux Temple Grenoble</i>	<u>Concert solidaire</u> : "Musiques juives d'ici et d'ailleurs" au profit des associations Colibri (crèches Colombie) et Mille collines(orphelins Rwanda)
Mercredi 5 19H	<i>Hall d'honneur Mairie Grenoble</i>	<u>Débat</u> : "Violence...Justice : quelles responsabilités de tous et chacun ?", avec Claude Coutaz, avocat et conseiller municipal
Mercredi 5 20H15	<i>Maison des Associations Grenoble</i>	<u>Projection débat</u> : "Qu'est-ce qu'on attend ?", avec Monique Robin. Org. Amis du Monde diplomatique
Judi 6 19H30	<i>Maison des Associations Grenoble</i>	<u>Rencontre solidaire</u> : Solidarité Tawala (Maroc) - France. Culture marocaine et berbère, témoignages d'actions solidaires... Org. Association Interstices (franco-marocaine)
Samedi 8 14H-22H	<i>Salle 150 Villeneuve Grenoble</i>	<u>Journée solidarité franco-palestinienne</u> : expo, témoignages (périple des réfugiés palestiniens de 1948 à nos jours... Org. Association Ain Heloué
Lundi 10 20H15	<i>Cinéma Le Club Rue du Phalanstère Grenoble</i>	<u>Film</u> : "La tourmente grecque II : Chronique d'un coup d'Etat", avec le réalisateur Philippe Menut. Org. Collectif Grèce-Austérité. Soutien CIIP
Lundi 10 20H	<i>Maison des Associations Grenoble</i>	<u>Réunion</u> mensuelle de RESF 38 : nombreux/graves problèmes auxquels sont confrontés les familles d'enfants étrangers scolarisés (parfois à la rue..). Quelle solidarité ?
Judi 13 18H-23H	Maison des Associations Grenoble	Notre 2^e COUP DE CŒUR : Grande soirée sur le massacre de centaines d'Algériens le 17 octobre 1961. 18H : projection film : "Le silence du fleuve", de Medhi Lallaoui. 20H15 : Table Ronde : Causes de ce massacre, son déroulement, quelles mémoires, quelle reconnaissance ?, avec Olivier Le Cour Grandmaison, politologue, professeur, auteur de nombreux ouvrages, et Samia Messaoudi, journaliste à Beur FM, co-auteure de "17 octobre, 17 écrivains". Org. Collectif 17/10/1961
Vendredi 14 18H30	<i>Centre culturel René Proby 2 Place Edith Piaf, St Martin d'Hères</i>	<u>Soirée Poésie</u> : "Brésil : Voix et résistances". Org. Maison Poésie Rhône-Alpes.
Samedi 15 15H- 23H	<i>Salle des fêtes d'Echirolles</i>	<u>Fête annuelle de Lutte Ouvrière</u> : stands, expos, débats, films, animations enfants, repas, bal...
Samedi 15 15H-18H	<i>Salle Olivier Messiaen 3, rue du Vieux Temple Grenoble</i>	<u>Journée solidaire</u> : "Quel internationalisme aujourd'hui ?", avec Nuestra America. 20H : repas, concert, jazz. En solidarité avec les luttes en Amérique Latine
Lundi 17 18H	Place Edmond Arnaud (près rue Très-Cloîtres) Grenoble	Notre 3^e COUP DE CŒUR : Cérémonie officielle, dévoilement plaque en mémoire du 17 octobre 1961 (prise de parole du maire de Grenoble, du Consul d'Algérie, du Collectif isérois 17 octobre 1961 - 19H30 : Manifestation jusqu'à l'Isère où nous irons jeter des fleurs. Org. Coll. 17 octobre 1961. Nombreux soutiens..

Saint Bernard : l'expulsion des sans papiers il y a 20 ans...

Il y a vingt ans – c'était le 23 août 1996 - c'était l'expulsion de plus de deux cents sans papiers - hommes, femmes et enfants - de l'église St Bernard, au nord de Paris. Le gouvernement Juppé envoyait les CRS défoncer à coups de hache la porte de l'église occupée par ces sans papiers qui exigeaient leur régularisation et les envoyait en rétention administrative à Vincennes. Un moment fort devenu un des symboles de la lutte des sans papiers et des organisations qui les soutiennent. Mais aussi un symbole d'arrestations massives, de répressions et de violences policières qui se perpétuent encore aujourd'hui. Depuis Debré, Chevènement, Vaillant, Sarkozy, Villepin, Baroin, Alliot-Marie, Hortefeux, Guéant, Valls et Cazeneuve se sont succédé place Beauvau dans l'outrance sécuritaire et répressive. Si la droite brille par la constance de ses discours et ses attaques ouvertement discriminatoires et racistes, les majorités socialistes n'ont jamais cessé d'expulser, y compris aujourd'hui, à tour de bras les sans papiers à la fois des squats que ceux-ci occupent, faute de toit, et du territoire français.



Samedi 27 août nous nous sommes retrouvés quatre militants de la Coordination Rhône-Alpes de Soutien aux Sans Papiers - dont 3 Grenoblois - à Paris pour participer à une marche qui a regroupé environ 500 personnes en partant de la Place de la République pour arriver à l'église St Bernard. Une marche émouvante, notamment à l'arrivée où ont pris la parole le curé de l'église St Bernard, des ex-sans papiers des années 96-98, des militants de divers collectifs qui luttent aujourd'hui pour la régularisation de tous les sans papiers, pour une carte de dix ans, la fermeture des centres de rétention. 20 ans après Saint Bernard, la liste des exigences et des revendications est toujours aussi longue, leur caractère d'urgence aussi grand !



Jo Briant
(texte et photos)

Alain Guézou, ce Grenoblois marcheur au béret...

Nombre de lecteurs connaissent sans doute Alain Guézou, ce militant grenoblois du quartier Saint Bruno, allocataire du RSA, qui lutte à sa façon pour une revalorisation significative des minima sociaux et contre l'exclusion de tant d'hommes et de femmes. Déjà en 2014 il avait marché de Grenoble à Paris et rencontré François Hollande pour lui transmettre son cahier de revendication. Il vient de récidiver cet été 2016 en marchant de



Photo : Hélène Rocco,
in Alain Guézou, "un sans-dents qui a les crocs"
www.lavantpost.info/

Grenoble à Bruxelles pour porter les revendications des allocataires du RSA aux élus européens. "Je suis reçu avec la chaleur des gens qui ont traversé des épreuves de la vie, qui connaissent la nécessité et le goût des autres", écrivait-il au début de sa marche. Saluons ce marcheur militant, peut-être aurons-nous l'occasion de le rencontrer pour qu'il nous explique les raisons de sa colère et ses revendications...

Mobilisations pour Adama Traoré mort au "plaqué-plié"

Rappel : le 19 juillet dernier, un jeune homme de 24 ans, est interpellé brutalement - comme tant de jeunes des quartiers populaires - à Beaumont-sur-Oise, si brutalement qu'il décède quelques instants après cette interpellation. Plaquage ventral pratiqué par trois policiers : "Il a commencé à nous dire qu'il avait du mal à respirer. On se trouvait à trois dessus pour le maîtriser", a expliqué à la presse l'un des trois policiers. Faut-il rappeler qu'on recense en France chaque année une dizaine de jeunes - comme par hasard tous des quartiers populaires - qui meurent des brutalités policières. De nombreuses manifestations - y compris à Grenoble - se sont déroulées entre le 22 et fin juillet pour exiger la vérité sur cette mort - de plus - suite à des violences policières manifestes.



Morts au plaqué-plié : une méthode brutale, asphyxiante, souvent mortelle et pourtant souvent pratiquée par la police, recommandée et enseignée... Faut-il rappeler un autre exemple qui a fait l'objet d'un film projeté il y a quelques mois au cinéma Le Club de Grenoble - le meurtre d'Ali Ziri, interpellé alors qu'il condui-

sait : un contrôle qui a fini par son "pliage" et au "placage" : une méthode qui consiste à replier un homme (ou une femme) en deux en s'appuyant fortement sur lui. Aucune faute ni usage exagéré de la force, a cependant décidé la Cour de cassation ! Il est totalement effarant et scandaleux que de telles méthodes perdurent. La Suisse et la Belgique y ont renoncé. Et, en France, jusqu'à combien de morts ?

Face au mal-logement occupation d'un bâtiment vide à Grenoble...

Face à la situation de plus en plus insupportable subie à la fois par les 2000 personnes à la rue dans l'agglomération grenobloise, les nombreuses personnes et familles dans l'attente interminable de l'attribution d'un logement, ou menacées d'expulsion faute de pouvoir s'acquitter de leurs charges locatives, des militants du collectif hébergement/logement, de la Patate chaude, du DAL, de la CISEM ont occupé fin mai un bâtiment vide situé rue Jay à Grenoble. Une occupation qui traduit l'exaspération face à une situation de mal-logement qui s'aggrave de jour en jour. Des contacts difficiles ont été pris avec la Municipalité de Grenoble. Certes la Ville de Grenoble n'est pas seule responsable - loin de là - d'une telle situation, l'Etat via la Préfecture et la DDCS (Direction départementale de la



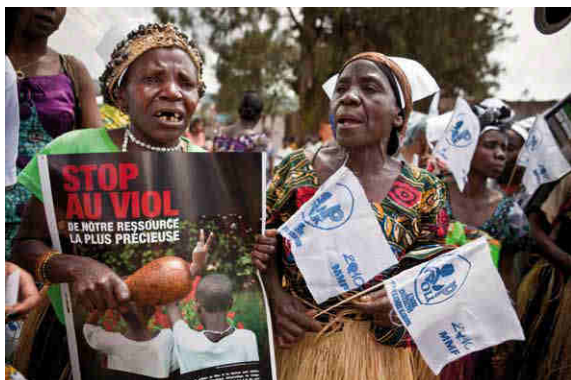
Des militants devant le bâtiment occupé du 6 rue Jay à Grenoble © Florent Mathieu - Place Gre'net

Cohésion Sociale), ainsi que la METRO et les communes de l'agglomération grenobloise ont aussi une part de responsabilité. Mais on pouvait espérer que l'équipe d'Eric Piolle, qui avait dans son programme (128 propositions) formulé un certain nombre de résolutions pour s'attaquer à ce mal logement, soit beaucoup plus réactive et volontariste. Le collectif d'occupation demande notamment le gel de

toutes les expulsions locatives, la mise à disposition des logements et bâtiments vides, une baisse significative et un encadrement des loyers... Il faut espérer que la municipalité grenobloise entendra ces revendications et ne cédera pas à la "tentation" d'une demande d'expulsion des occupants du bâtiment occupé rue Jay. Ce serait un signal terrible... A suivre...

Grenoble, Lyon : deux manifestations

"contre les massacres et les viols massifs au Congo"



Les 2 et 16 juillet se sont déroulées deux manifestations à l'appel de la communauté congolaise, avec l'appui à Grenoble du Centre d'Information

Inter-Peuples et de l'Apardap, contre les massacres et les viols massifs au Nord-Est de la République Démocratique du Congo (RDC). Faut-il rappeler que se déroule en RDC et ce depuis une dizaine d'années une guerre terrifiante qui a fait au moins deux millions de morts, et ce à l'Est du Congo, une région très riche en minerais (notamment le coltan à la base de la fabrication de "nos" portables et autres écrans de télévision...). Une région où les multinationales occidentales ont des liens à base de trafics juteux avec des groupes mafieux... Une pratique massive épouvantable : les viols comme armes massives de guerre. Avec nos amis congolais nous suivons attentivement ce "dossier" terrifiant...

Halte à la répression contre les syndicalistes à La Poste !

Depuis des années La Poste sanctionne sans vergogne les représentant-es syndicaux qui luttent aux côtés des personnels. Elle limite leur expression, la discussion avec les personnels, la diffusion des revendications... Dans les départements de l'Isère, Savoie et Haute Savoie, **quatre syndicalistes sont sanctionnées de 15 jours à 1 mois de mise à pieds.**

Pourquoi cet acharnement ?

Le nouveau directeur de La Poste veut faire taire toute contestation dans les services, pour imposer des réorganisations permanentes qui visent à supprimer des emplois, en surchargeant certains postes au mépris total du service public et de la santé des postiers.

Ces militant.es sont sanctionnés car ils ont réussi par une mobilisation unitaire, à l'appel de l'intersyndicale CGT/SUD/FO, à bloquer des réorganisations sur des centres courriers notamment de Moirans où



Albertville qui détruisaient la santé des facteurs.

C'est donc environ 80 personnes qui se sont retrouvées les 05 et 06 septembre devant le bureau de Poste de Montmélan, lieu du

conseil de discipline, pour dénoncer la répression syndicale et soutenir les revendications des postiers qui sont totalement légitimes.

C'est un pas supplémentaire qui est donc à nouveau franchi dans la criminalisation des mouvements sociaux. Evidemment, l'intersyndicale va riposter et toutes les voies de recours seront utilisées pour casser ces décisions iniques. Le soutien de l'ensemble des organisations syndicales, associatives et politiques est plus que nécessaire.

Défendons les droits démocratiques à l'extérieur comme à l'intérieur de l'entreprise !

Yves Delmonte

Contre la loi El Khomri : c'est reparti !

Jeu 15 septembre : à l'appel de l'intersyndicale qui a mené dans toute la France le puissant mouvement social d'opposition à la si mal nommée "loi-travail", une forte manifestation partie de la gare a traversé Grenoble. La banderole de tête exigeait le "RETRAIT DE LA LOI-TRAVAIL", mais juste après une autre banderole de la CGT, FO et Solidaires/Sud soutenait les "Territoriaux en lutte" avec le mot d'ordre "pour la défense des services publics grenoblois". L'objectif principal était donc bien de rejeter une loi nationale imposée par le recours à l'article

49.3 d'une constitution anti-démocratique, mais sans perdre de vue les luttes locales de la population grenobloise.

La manifestation comportait une forte majorité de jeunes, à la fois derrière les bannières des syndicats (CGT massivement, FO, FSU, Solidaires, beaucoup aussi avec la CNT) mais également du PCF et du NPA. On pouvait même voir une banderole de "La France insoumise"... L'ambiance était déterminée et volontaire.

"Violences policières, violence d'Etat, fermer ou ouvrir les yeux ?" Lancement réussi pour le CLAME

Vendredi 9 septembre, le CLAME (Club Alpin de Mediapart, nouvellement créé) était accueilli par le CIIP à la Maison des Associations pour sa réunion de lancement. Une soirée d'information, de réflexion et d'échanges bienvenue en cette rentrée où aucun des sujets survenus dans l'actualité récente n'a trouvé de solution (état d'urgence, loi travail, réfugiés, atteintes aux droits, attentats, etc.).

120 personnes. Des jeunes de Nuit Debout, des moins jeunes, des militants syndicaux, politiques, associatifs, des juristes, etc. Objectif atteint : toucher divers milieux susceptibles de relayer l'action pour une information véritable.

En ouverture Roseline Vachetta, présidente du CIIP, a évoqué le décès tragique de Melinda Varga électrocutée dans le local que sa famille rom squattait. Une mort causée par une brutalité sociale consanguine des violences policières et institutionnelles (cf. [communiqué du CIIP](#)).

Françoise Papa, universitaire et syndicaliste, présenta ensuite l'action du CLAME : un rassemblement de citoyens engagés dans la vie sociale, associative, politique, professionnelle, ou syndicale, point de rencontre et d'action pour une information qui "loin d'être un privilège des journalistes, est un droit des citoyens".

Entrant dans le vif du sujet, Françoise Krzykowski, manifestante et syndicaliste, apporta son témoignage sur la manifestation du 31/03/2016 à Grenoble : "jets de lacrymo à travers les principales places du centre historique ... des affrontements d'une rare violence..."

Avant de passer la parole à François Bonnet, directeur de la rédaction de Mediapart, et auteur d'un article du 30 mai 2016 intitulé "Violences policières : ouvrez les yeux", François Atger rappela la genèse coloniale de l'état d'urgence ("Dis moi d'où tu viens, je te dirai qui tu es...") : Guerre d'Algérie, puis Kanaky, avant d'être appliqué aux "émeutes des banlieues" en 2005, puis au contexte actuel.



François Bonnet, dans une intervention sobre et documentée, insista sur l'évolution de la "pensée" policière. Traits saillants : le maintien de l'ordre, particulièrement depuis le ministère Sarkozy, est absorbé par une logique de répression judiciaire. Le PS étant à court d'un référentiel propre en la matière depuis les années 80,

Valls et Cazeneuve poursuivent cette dynamique avec ses indicateurs d'efficacité. Ainsi, les forces de police suscitent les occasions de confrontations en corps à corps avec les manifestants, générant des violences recherchées réprimables judiciairement, et donc comptabilisables et exploitables politiquement devant une opinion conditionnée et apeurée. De ce fait la France se trouve isolée en Europe où nombre de pays (Allemagne, Suisse, Belgique, etc.) disposent d'une "police des foules", qui sait neutraliser efficacement les éléments "incontrôlés", et qui est rompue au dialogue avec les manifestants, les informant constamment sur la situation dans l'ensemble des cortèges.

Il s'est ensuivi un débat nourri, où les questions techniques (l'évolution des équipements, la contribution des nanotechnologies à l'arsenal répressif, mais aussi l'apport des réseaux sociaux face aux violences) côtoyaient les demandes de définitions plus précises telle que la notion-même de "casseur", et les questions plus politiques sur le rôle historique du PS dans le développement des pratiques de répression.

Une soirée dense, dans un climat d'écoute, d'analyse et d'échange, qui sera suivie par d'autres rendez-vous: fin novembre autour de la question des média en pleine phase de concentration sous la houlette des grands groupes financiers, et début 2017 sur l'état de notre environnement.

François Atger

Mémoires blessées de la guerre d'Algérie

Le 13 septembre dernier, au Centre œcuménique St Marc, c'est une salle comble qui a accueilli l'historien Benjamin Stora venu parler à Grenoble de la guerre d'Algérie. Il a d'abord rappelé l'immensité des drames humains et des bouleversements sociaux et institutionnels qui ont résulté de cette guerre :

Côté algérien au minimum 400 000 morts (proportionnellement davantage que les morts de 14-18 en France), deux millions de paysans déplacés avec la création de "zones interdites" et de camps de regroupement, 3 à 400 000 réfugiés aux frontières tunisienne et marocaine, la fin d'une colonisation de 132 ans et la création d'une république indépendante à l'issue d'un référendum sur l'autodétermination du peuple algérien.

Côté français environ 30 000 morts militaires et 10 000 morts parmi les Européens d'Algérie, une génération entière (1 500 000 jeunes hommes nés entre 1932 et 1943) mobilisée dans le contingent pour faire la guerre en Algérie (on parlait alors de "maintien de l'ordre"), la fin de la IV^{ème} République et la création de la V^{ème} par le général de Gaulle suite à deux putschs militaires ourdis à Alger par des officiers généraux dont

l'un porte légalement de Gaulle au pouvoir tandis que l'autre avorte grâce à l'opposition de la population et surtout des appelés du contingent en Algérie. Et nous continuons à vivre sous l'empire de la constitution voulue par de Gaulle pour lui donner tous les pouvoirs qu'il jugeait indispensables pour mettre un terme au conflit algérien.

Benjamin Stora souligne les difficultés que rencontre la recherche historique sur la guerre d'Algérie : d'une part les chocs provoqués par cette guerre ont été tels que la conscience publique et les débats médiatiques ne l'abordent que par la fin, alors qu'il est impossible de la comprendre sans analyser le passé des 132 années de colonisation : la guerre de conquête (30 ans), les insurrections dans plusieurs régions du pays, la dépossession d'un million d'hectares de

terres tribales pour installer les colons, le déni du statut de citoyen français à part entière aux "FMA" (Français Musulmans d'Algérie), l'inégalité de niveau de vie considérable entre eux et les "Français d'Algérie". Les FMA étaient à 90 % refoulés dans les régions rurales montagneuses d'Algérie et le Sahara, et leurs enfants n'étaient pas scolarisés tandis que les "pieds noirs" vivaient en ville avec un niveau de vie comparable à celui de la métropole et manifestaient dans leur grande majorité à l'égard des Algériens musulmans un esprit dominateur teinté de racisme. Comment s'étonner que le "parti colonial" très présent dans les coalitions qui dominaient la IV^{ème} République ait réussi, avec l'appui du haut commandement militaire, à bloquer le programme de négociation voulu par la majorité des

électeurs fin 1955 et à lancer Guy Mollet dans une stratégie de "guerre à outrance" avec des pleins pouvoirs votés par tous les députés de gauche ?

Les autres difficultés que rencontrent les historiens proviennent de la complexité des mémoires portées et transformées par de multiples acteurs, en Algérie comme en France : comment les croiser et expliquer leurs contradictions... En

France c'est une occultation qui a pesé pendant 30 ans sur cette guerre, tandis qu'en Algérie elle est célébrée comme fondatrice de l'indépendance nationale tout en s'exprimant dans un récit officiel qui écarte tous les aspects (et les personnages) qui ne conviennent pas au nouveau pouvoir. Dans les deux pays cependant on note désormais une ouverture à un débat apaisé sur ces mémoires : il reflète le besoin d'en empêcher toute manipulation abusive dans le contexte des conflits et des attentats où des intérêts de toute nature instrumentalisent des lectures anachroniques et fausses de l'Islam à leur profit.

Marc Ollivier



Benjamin Stora

Déclaration de Montréal : Pour un monde débarrassé de la fission nucléaire

Adoptée par les participants du "2^e Forum Social Thématique contre l'utilisation civile et militaire du nucléaire", qui s'est tenu lors du Forum Social Mondial 2016, cette déclaration se donne l'objectif ambitieux, mais simple et radical - et auquel le CIIP souscrit totalement - de proposer une mobilisation mondiale dans le but d'obtenir l'élimination de toutes les armes nucléaires, de mettre fin à toutes les activités mondiales d'extraction de l'uranium et, de mettre un terme à la production massive continue de déchets nucléaires à haute intensité en se débarrassant de tous les réacteurs nucléaires.

Appel à tous les citoyens du monde

Cet appel est lancé aux citoyen.ne.s de tous les pays du monde qui constatent la nécessité, en tant qu'individus ou en tant que membres d'une organisation, d'atteindre un monde libéré de la fission nucléaire. Nous nous engageons à construire un réseau mondial de citoyen.ne.s du monde qui travailleront ensemble, en utilisant l'internet et les réseaux sociaux, pour briser l'isolement, pour s'entraider et pour coordonner le lancement d'actions communes visant à obtenir un monde libéré de la technologie de la fission nucléaire, qu'elle soit civile ou militaire.

Nous commencerons en établissant des canaux de communication pour partager les informations et les outils éducationnels concernant les aspects légaux, techniques, financiers, médicaux et ceux reliés à la sécurité pour tout ce qui concerne les activités nucléaires militaires et non militaires. Nous mettons nos ressources en commun, au-delà des frontières nationales, dans un esprit de collaboration, en nous permettant de contribuer à la formulation d'une réponse convergente et coordonnée pour **contrer** les plans de l'institution nucléaire qui opère à l'échelle mondiale avec l'intention de multiplier les installations nucléaires civiles et militaires sur toute la planète afin d'y déverser, enfouir et abandonner les déchets nucléaires.

Nous reconnaissons toute arme nucléaire comme un instrument de terreur brutal et inégalé, visant à tuer des millions d'hommes, de femmes et d'enfants innocents d'un seul coup. Nous réalisons qu'une guerre nucléaire même limitée peut provoquer des changements climatiques extrêmes à l'échelle mondiale, handicapant la production agricole et menaçant la survie de toutes les formes de vie plus complexes. Nous sommes vivement conscient.e.s qu'un monde armé du nucléaire en viendrait éventuellement à se détruire et à mettre en marche un processus qui inverserait quatre milliards d'années d'évolution. Nous sommes déterminés à aider le monde à s'éloigner de l'annihilation nucléaire.

Nous réalisons que chaque réacteur nucléaire est un entrepôt de déchets industriels les plus dangereux à être jamais produits ; des déchets tellement radioactifs qu'ils fondent s'ils ne sont pas continuellement refroidis ; des déchets qui, si visés par des terroristes ou des saboteurs, ou par de l'armement conventionnel, peuvent rendre inhabitables d'immenses portions de la planète pendant des siècles ; des déchets qui contiennent des matériaux pouvant être utilisés comme explosifs nucléaires n'importe quand

dans le futur, pour des milliers d'années à venir.

Reconnaissant l'uranium en tant qu'élément de base derrière toute arme et tout réacteur nucléaires, nous soutenons les International Physicians for the Prevention of Nuclear War et le Symposium mondial sur l'uranium (Québec 2015) qui ont appelé à l'interdiction mondiale de l'extraction et de l'exploitation de l'uranium.

Nous nous servons de nos réseaux pour :

- faire pression sur tous les gouvernements pour abolir définitivement la fission nucléaire ;
- faire connaître les dangers associés à l'exportation et au transport de matériaux hautement radioactifs et des matières et déchets nucléaires ;
- dissiper les mythes utilisés qui vantent l'attachement irrationnel au nucléaire ;
- faire connaître les histoires affligeantes des victimes et réfugiés du nucléaire ;
- prendre mutuellement conscience de notre responsabilité morale à ne pas accabler les générations futures avec un héritage nucléaire empoisonné ;
- alerter les gouvernements ne possédant pas d'installations nucléaires sur leurs territoires de leurs dangers, afin de leur éviter de s'empêtrer dans cette technologie ;
- éduquer le public sur les découvertes des ingénieurs, médecins, biologistes, écologistes, physiciens et citoyens préoccupés ayant une connaissance particulière des dangers du nucléaire ;
- promouvoir et populariser la grande variété d'alternatives écologiques et durables d'énergie renouvelable ;
- appuyer les lanceurs d'alerte (dénonciateurs) et tenter des poursuites face aux cas les plus flagrants de méfaits nucléaires ;
- faire la promotion de la résolution non violente des conflits et
- dénoncer l'obsession illégale, immorale et démentielle de conserver des arsenaux d'armements nucléaires.

Nous invitons toute personne, tous groupes et organisations impliqués, à s'engager sur le chemin d'un futur débarrassé de la fission nucléaire et de l'exploitation de l'uranium. Nous les invitons à endosser cet appel et à le disséminer largement dans leurs réseaux.

Voir les modalités sur notre site
www.ciip.fr/spip.php?article1009

FSM : un bilan en demi-teinte et des questions

Du 9 au 14 août 2016 s'est tenu à Montréal le douzième Forum social mondial. Quinze ans après la première édition à Porto Alegre (Brésil), c'est la première fois qu'un FSM se tenait dans un pays du Nord. Au final, un bilan en demi-teinte. Et pas mal de questions posées au Conseil international pour "réinventer les Forums".

Dès le premier jour, le Forum social mondial de Montréal aura été empoisonné par la question des visas : selon les organisateurs, 60 % des demandes (principalement des Africains, mais aussi des Népalais, des Haïtiens, et même certains Sud-américains) ont été refusées. Le chiffre définitif n'est toujours pas connu, mais il y aurait eu quelque 300 refus de visas, y compris à l'encontre de personnalités comme l'ancienne ministre de la Culture du Mali, Aminata Traoré. Les voyages antérieurs du demandeur, sa situation financière ou l'incertitude quant à son retour dans son pays ont été les trois grands motifs de rejet invoqués par les autorités canadiennes.

Ce refus massif a suscité force débats dans les rangs altermondialistes. Au sein du Conseil international du FSM, la discussion avait été vive, en mars 2015 à Tunis, pour savoir si le choix d'un pays du Nord, riche, occidental, était opportun pour l'édition de l'année suivante. Et la question de l'accès au Forum des militants des pays dominés avait été l'un des arguments brandis par les opposants au choix de Montréal. Pas seulement sur cette question des visas, d'ailleurs, mais aussi en raison du coût d'une telle participation pour des militants du Sud.

"L'erreur que nous avons faite, c'est d'avoir pensé que le problème était résolu par l'arrivée au pouvoir de Justin Trudeau en novembre dernier", reconnaît le Français Gus Massiah, ajoutant que "la responsabilité des organisateurs québécois et du Conseil international est engagée. Et cela hypothèque l'idée d'autres forums dans le Nord". Certains se sont engouffrés dans la brèche, réclamant à l'instar des militants de BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions) que "le Forum ne se produise plus jamais dans un pays pratiquant des politiques racistes ou répressives vis-à-vis des migrants". Le réseau international NoVox, lui, a dénoncé "l'inaction inacceptable dont le comité organisateur du Forum a fait preuve dans la protestation".

Plus globalement, l'objectif des organisateurs de réunir au moins 50 000 altermondialistes à Montréal n'a pas été atteint. Sur place, on parlait de 20 000 participants, mais le communiqué de presse final en évoque 35 000. Et la marche d'ouverture, avec 15 000 manifestants et un certain manque de dynamisme, n'était pas à la hauteur des ambitions affichées.

Bien sûr, on aurait tort de réduire le Forum de Montréal à cette affaire des visas ou à des chiffres globaux. Comme chaque édition du FSM, celle de

2016 aura été riche de tant de réflexions, d'initiatives et de rencontres que celles et ceux qui ont eu la chance d'y participer ne regretteront pas d'avoir fait le déplacement. Avec des temps forts parmi les 1 300 activités autogérées et une innovation méthodologique : 22 "assemblées de convergence" thématiques qui ont généré une centaine d'initiatives concrètes et des "plans d'action partagés".

Montréal se situant en territoire "mohawk" (l'une des six Nations des Iroquois), la question des peuples autochtones a pris une place inédite dans l'histoire des Forums. Les Amérindiens se trouvent en effet confrontés à une nouvelle spoliation de leurs droits : le saccage écologique de leurs droits par l'impact des industries extractives, gaz de schiste et sables bitumineux en tête. L'assemblée de convergence sur l'extractivisme a d'ailleurs décidé de lancer une *"campagne mondiale pour démanteler le pouvoir des multinationales"*.

Le revenu de base a aussi fait partie des thématiques émergentes, avec de nombreux ateliers et conférences qui ont stimulé des échanges féconds entre des militants confrontés à des contextes politiques très différents (par exemple, sur la place respective du soutien public et des initiatives privées). Avec une proposition innovante issue de l'assemblée de convergence sur ce thème : mettre en place, à l'occasion du prochain FSM, un revenu de base pour les réfugiés. Même dynamique intéressante sur la question des biens communs, où l'on a assisté à la mise en place de réseaux "décloisonnés" entre différentes facettes : éducation, numérique, économie sociale et solidaire...

Parmi les six forums thématiques parallèles au FSM, celui des médias libres (FFML) a retenu l'attention. Pourtant confronté à une problématique délicate – quel rôle doit-il remplir maintenant que son objectif initial, la rédaction d'une charte internationale, a été atteint ? – le Forum mondial des médias libres a fait preuve d'un beau dynamisme. A tel point que le Conseil international a saisi au bond la proposition du FMML d'*"approfondir les questions de l'information et de la communication des FSM"*.

Les événements culturels ont souvent été cités dans les "pépites" relevées par les membres de la délégation française. Notamment le spectacle du Bread and Puppet, compagnie de théâtre et de marionnettes issu du mouvement radical étasunien des années 1960. Et d'autres moments magnifiques, com-

FSM 2016

... / ...

me la soirée d'hommage à Berta Cáceres, militante hondurienne assassinée à son domicile en mars 2016. L'occasion d'entendre les témoignages de ses deux filles, Berta et Laura, qui ont déjà repris le flambeau de leur mère : *"Nous allons continuer son combat, lutter contre tous les coups d'Etat, au Honduras, mais aussi en solidarité avec ce qui se passe actuellement au Brésil, combattre les violations de nos terres et défendre le corps et la vie des femmes autochtones"*.

Impliqué dans la dynamique des forums depuis leur création, le CCFD-Terre solidaire avait choisi, cette année, de renouveler profondément sa délégation afin de rajeunir son vivier militant. L'organisation de solidarité internationale a invité à Montréal, durant deux semaines, 150 jeunes (français pour la plupart, mais aussi quelques étrangers), répartis en trois "parcours" thématiques (économie sociale et solidaire, citoyenneté et gouvernance, souveraineté alimentaire) pour rencontrer des acteurs locaux, vivre l'expérience d'un Forum social et tenter de la partager avec d'autres. A l'heure du bilan, bon nombre d'entre eux, tout en se montrant enthousiastes d'avoir participé à une telle aventure, se disaient "déçus" par le FSM lui-même. *"La marche d'ouverture n'était pas combative du tout"*, affirmait Lucile Ottolini, 26 ans, salariée des Petits débrouillards à Nancy. *"J'attendais beaucoup du Forum éducation, et j'ai trouvé les panels très complaisants, avec une omniprésence des syndicats enseignants et une animation très descendante"*. Même son de cloche du côté d'Emmanuel Snyders, instituteur de 29 ans à Paris : *"Les assemblées de convergence m'ont déçu : on ne se pose pas assez la question de créer un rapport de force et d'organiser l'action collective"*.

Quinze ans après leur création, les Forums sociaux mondiaux peuvent se targuer d'un bilan riche et foisonnant. Ils ont contribué à l'unification du mouvement syndical mondial, ils ont jeté les bases de plate-formes de campagnes unifiées à travers le monde (sur la dette, par exemple), ils ont généré une expertise sans précédent, dont les analyses se sont trouvées validées par la crise de 2008, ils ont permis à des militants du monde entier de réaliser que les combats et les alternatives étaient souvent identiques d'un bout à l'autre de la planète... Mais les questions posées dès les premières éditions, faute d'avoir été correctement posées, puis réglées, n'ont cessé de s'amplifier : faible présence des milieux populaires, part prépondérante prise par les "professionnels" au détriment des militants en lutte, difficulté à échanger sur les stratégies gagnantes et à déboucher sur des plans d'actions concrètes...



Lors de la marche d'ouverture du FSM 2016 - Photo : .forumsocial.info

Le contexte politique mondial y est sans nul doute pour beaucoup. De nombreux intervenants ont souligné ce contexte régressif, marqué par la généralisation des politiques d'austérité, l'accentuation des guerres, la répression accrue à l'encontre des migrants, le renforcement des dispositifs sécuritaires au prétexte de la lutte contre le terrorisme, la montée des mouvements xénophobes et d'extrême-droite... A tel point que la mouvance altermondialiste, qui aurait pu sortir renforcée de la crise de 2008, se retrouve aujourd'hui sur la défensive.

Toutes ces questions ont été au centre des débats du Conseil international du FSM, réuni au dernier jour du Forum de Montréal. Comme à l'accoutumée, les tenants de deux "lignes" s'y sont affrontés. D'un côté, les "gardiens du temple", tels le Brésilien Chico Whitaker, l'un des co-fondateurs du FSM, qui estiment que rien ne serait pire que de remettre en cause les principes de la charte des forums, notamment l'idée d'un espace ouvert et le refus de toute déclaration finale. De l'autre, les "contestataires", qui considèrent que le forum ne peut plus être un simple espace de rencontres où aucune action politique ne serait décidée : ils réclament que le Conseil international prenne position sur des sujets comme le refus des visas, le "coup d'Etat parlementaire" au Brésil ou le soutien à la campagne de boycott des produits israéliens. Entre les deux, le Français Gus Massiah, n'hésite plus à affirmer qu'il faut *"réinventer les Forums"*, notamment en donnant *"une plus grande place aux mouvements de lutte"* et en s'inspirant des nouveaux mouvements nés dans le monde depuis 2011 (*Occupy*, *Printemps arabe*, *mouvements étudiants*...).

Le Conseil international a décidé de s'accorder plusieurs mois de réflexion. Le prochain FSM, qui sera décidé à sa réunion à Porto Alegre en janvier prochain, devrait n'avoir lieu qu'en 2018 ou 2019. Plusieurs villes ou pays (Brésil, Dakar, Barcelone, Tunisie, Maroc...) sont déjà sur les rangs... à moins que le choix ne soit fait en faveur d'un forum polycentrique.

Philippe Merlant

journaliste, missionné par le CRID lors de ce FSM

8 août 2016 : le jour du dépassement global...

Le jour du dépassement global a été atteint le 8 août dernier : en huit mois les sociétés humaines ont consommé autant de ressources renouvelables que la Terre peut produire en un an ; c'est ce que l'on appelle le jour du dépassement global. Ce qui veut dire que nous vivons à découvert : l'humanité entame chaque année de plus en plus le crédit qu'elle contracte auprès du système terre. En d'autres termes, l'humanité a déjà consommé entre le 1^{er} janvier et le 8 août 2016 autant de ressources, renouvelables ou non, que ce que la Terre peut produire sur une année entière et a généré autant de déchets que les systèmes naturels sont capables d'en absorber.

Avant d'analyser brièvement les causes d'un tel dépassement, il faut souligner que cette surconsommation - de céréales, de viande, de minerais, de pétrole, de gaz, de carbone... - est très inégale. Ainsi la société australienne - 22,8 millions de personnes - a-t-elle "gloutonné" 5,4 planètes depuis janvier ; la société états-unienne - 320,2 millions de personnes - a gobé 4,8 planètes, tandis que la société indienne - 1,3 milliards d'habitants - s'est contentée, si l'on peut dire, de 0,7 planète, et l'Afrique subsaharienne encore moins : 0,45 planète. Quant à la société française - 66 millions d'habitants - elle se trouve dans la fourchette haute avec 3 planètes de déjà mangées cette année. Est-il besoin de le rappeler ? Les inégalités d'accès à la consommation frappent, en outre, au sein de chacun de ces pays.

Cette folie extractiviste...

L'extractivisme, c'est cette surexploitation de la nature, sous toutes ses formes. Il désigne un niveau obsessionnel d'exploitation de la nature, depuis l'extraction proprement dite et de plus en plus effrénée des hydrocarbures et des minerais, jusqu'à tous les prélèvements desdites "ressources naturelles" : l'agriculture industrielle et les monocultures forestières qui dépouillent les sols de leurs nutriments, les exposent à l'érosion et les détruisent ; la pêche intensive, qui a tué littéralement la pêche artisanale d'un pays comme le Sénégal... et de tant d'autres pays, vide les océans. Les grands barrages hydroélectriques qui, pour "extraire" de l'énergie, privent d'eau des populations notamment autochtones, ou au contraire inondent des terres fertiles et anéantissent la biodiversité.

Pour bien mesurer la dimension de cette folie extractiviste, entre 1900 et 2005, alors que la population mondiale a "seulement" quadruplé, l'extraction des

matériaux de construction et de fabrication (de bâtiments, d'usines, d'autoroutes, de téléviseurs, de portables, de smartphones...) a été multipliée par 34, celle de combustibles fossiles par 12. Les responsables de ce pillage et cette destruction de la nature ne sont pas des entités abstraites, mais de grandes entreprises, des multinationales, des Etats qui sont tous situés au Centre (Nord), les pays du Sud (du Maghreb, d'Afrique subsaharienne, d'Amérique du Sud) étant les victimes de cet immense et incessant pillage. Le paroxysme a été atteint à partir des années 1980 avec le développement accéléré du libre-échange, de la conteneurisation et internet, donnant une complète liberté aux grands groupes multinationaux pour développer aux quatre coins du monde l'ensemble de leurs filiales. L'arme financière et les relations mafieuses avec les "élites" du tiers-monde ont tout simplement remplacé les armées coloniales : explosion des distances parcourues par les marchandises ; dépendance de milliards de personnes quant à un modèle agro-alimentaire responsable à plus d'un tiers des émissions de gaz de serre ; surexploitation de la nature par des pays contraints de rembourser une dette illégitime et appauvrissement de populations entières contraintes de déménager dans des bidonvilles sordides. Quant à la consommation de masse des populations du Nord - même si elle est inégale - elle est en grande partie basée sur la surexploitation du Tiers-Monde. Par conséquent ce sont bien ces pays du Nord - via leurs multinationales et leurs Etats - qui ont une écrasante responsabilité dans ce dépassement écologique et le réchauffement global.

En conclusion, si l'on veut que l'humanité ne produise et ne consomme pas plus que ce que notre planète peut supporter, c'est bien à tout un système hyper-productiviste, extractiviste, consumériste qu'il faut s'attaquer. Les candidats aux prochaines élections et les médias esquissent-ils ne serait-ce que quelques brèves interrogations sur un tel système ? On peut plus qu'en douter. Quant à nous tous, citoyens-ne-s, notamment membres d'organisations de solidarité internationale, nous devons accentuer notre pression sur les multinationales, les banques, les organismes internationaux (FMI, Banque Mondiale, OMC...) et Etats du Nord pour les contraindre de renoncer à leurs projets destructeurs de la Nature... Un défi colossal...

Jo Briant

Gabon : la France appelle au calme après 50 ans de soutien au régime Bongo

Le Gabon - un pays de l'Afrique "francophone", parmi tant d'autres - dont les ressources, notamment le pétrole, sont depuis toujours pillées par des multinationales et dont le régime, corrompu, a toujours été soutenu par l'Etat français. Le vol électoral dont est victime le peuple gabonais s'ajoute à tant de prédatations... Nous vous proposons ce communiqué de Survie France qui souligne à quel point la France a toujours soutenu les régimes gabonais...

Le vote de l'élection présidentielle au Gabon a eu lieu ce samedi 27 août. Alors qu'Ali Bongo semble avoir perdu l'élection, d'après les résultats produits par l'opposition à la sortie des urnes, celui-ci a décidé, comme en 2009, de s'imposer par la force. Depuis mercredi soir, différentes manifestations sont violemment réprimées par les forces militaires et policières. Si le nombre de morts est impossible à déterminer pour l'instant du fait des restrictions de déplacement couplés à la coupure d'internet, il est avéré qu'Ali Bongo ne se limite pas au gaz lacrymogène mais fait bien tirer sur sa population à balles réelles, ainsi qu'à l'arme lourde et via des hélicoptères.

Le gouvernement français appelle aujourd'hui à la fin des violences, ainsi qu'à la publication des résultats bureau par bureau, adoptant une posture de soutien à la démocratie. Survie rappelle que la France n'a pourtant fait que soutenir, depuis 50 ans et jusqu'à aujourd'hui, le régime du clan Bongo. En 2009 déjà, Ali Bongo n'aurait jamais pu réussir son passage en force sans l'intervention zélée de différents acteurs français [1]. La France a continué à soutenir le régime, lui octroyant de nombreuses marques de reconnaissance diplomatique (réceptions à l'Élysée, déplacements de ministres français). Ce soutien s'exerce notamment via la coopération militaire et sécuritaire auprès de l'armée et la police gabonaise, celles-là même qui tuent actuellement les civils gabonais. En 2014, le gouvernement français se vantait d'avoir formé près de 4000 militaires gabonais, qui utilisent notamment du matériel français.

Encore aujourd'hui, de nombreux coopérants français sont présents au sein des forces de sécurité gabonaises, notamment auprès de la garde présidentielle, clé de voûte du système sécuritaire du clan au pouvoir. Le commandant en chef de la police nationale gabonaise, Jean-Thierry Oye Zue a annoncé ce matin à l'AFP que plus de 200 personnes ont été arrêtées depuis hier soir. Celui-ci est, par exemple, encore aujourd'hui, assisté par un conseiller spécial qui se trouve être un commandant de police français, Christophe Blu. De plus, d'après certains témoignages, l'armée gabonaise utiliserait des armes françaises, notamment des

fusils d'assaut de type Famas, pour tirer actuellement sur les civils gabonais.

Comme le soulignait Survie dans son rapport "[Élections en Francafrrique](#)", publié en avril 2016, ce soutien français s'est maintenu alors même que de nombreux éléments indiquaient une reprise en main sécuritaire du régime depuis plusieurs années (recrutements dans la police et l'armée sur une base "ethnique", achat d'armes, etc.), qui s'est accentuée à l'approche du scrutin présidentiel.

Survie ces dernières semaines a par ailleurs plusieurs fois interpellé le gouvernement sur l'augmentation de la répression des militants d'opposition par le régime, ainsi que sur de nombreux cas d'arrestations arbitraires [2], et prévenu contre le risque qu'Ali Bongo tenterait de nouveau un passage en force pour cette nouvelle élection. La France n'a jamais condamné ces répressions, ni suspendu sa coopération militaire et sécuritaire comme nous l'avions demandé à de nombreuses reprises.

« Partenaire inconditionnel du régime Bongo depuis 50 ans, la diplomatie française, qui s'est illustrée par son silence dans d'autres scrutins de reconduction de régimes dictatoriaux ces derniers mois (Djibouti, Congo, Tchad) peut difficilement apparaître comme un avocat du vice et de la vertu » a déclaré Thomas Bart, porte-parole de Survie. « Les gesticulations diplomatiques actuelles demeureront des postures opportunistes tant que le gouvernement français n'annoncera pas l'arrêt de sa coopération militaire et policière, ce qu'il aurait dû faire depuis bien longtemps ».

Survie,
1^{er} septembre 2016

[1] voir notamment [le rapport de Survie, "Élections en Francafrrique. Congo, Djibouti, Tchad, Gabon."](#) p.50 avril 2016.

[2] Voir notamment nos deux lettres ouvertes, la première adressée à F. Hollande et publiée le 22 juillet : "[Coopération sécuritaire française et répressions au Gabon](#)" et la seconde le 13 août, "[Gabon : Lettre ouverte à Jean-Marc Ayrault, ministre des Affaires étrangères. Coopération militaire et sécuritaire avec le Gabon](#)" accessible sur notre site www.survie.org

Côte d'Ivoire : "Rechercher et Dire la Vérité" CI-RDV, un rdv avec l'Histoire...

Début 2016, une nouvelle association a pris son envol à Grenoble, à Lille-Ronchin, Paris... Son président, André Prochasson, répond à Inter--Peuples.

Votre association s'intéresse à la Côte d'Ivoire. Qu'entendez-vous par "prendre rendez-vous avec l'histoire" ?

A notre sens, c'est tout à la fois, rechercher la vérité des faits en s'appuyant sur des travaux irréfutables, déconstruire le discours officiel relayé par des médias peu enclins à un véritable recoupement des faits, informer l'opinion publique française sur la réalité de la société ivoirienne, son histoire, sa richesse, les dynamiques au sein de ses différentes composantes sociologiques, linguistiques et culturelles, suivre le procès à la CPI du Président Laurent Gbagbo et de Charles Blé Goudé actuellement à la CPI. Tels sont quelques uns des buts de l'association CI-RDV. En effet, la Vérité finit toujours par triompher. Alors, n'attendons pas les historiens...

Pourquoi "Rechercher la vérité" ?

Parce que, nous Français, nous avons une légende à déconstruire. En effet, évoquer la Côte d'Ivoire n'est pas chose aisée en France. Depuis la mort du président Félix Houphouët-Boigny, en 1993, cette ancienne colonie française a vécu une succession de crises politiques et militaires, avec en toile de fond d'importants enjeux économiques pour la France. De bonne foi, comme certains d'entre-nous avons pu l'être, les Français restent convaincus par le discours officiel de la France et de ses medias.



Aussi, l'association "Côte d'Ivoire : Rechercher et Dire la Vérité" a été créée début 2016, dans le but de s'adresser plus particulièrement aux Français. Parce que, nous Français, nous avons un devoir de Vérité.



Hélicoptère français en action sur la Résidence présidentielle, sur YouTube 50^{ème} minute de Spécial Investigation, émission du 08/02/2016 "Bombardement de Bouaké".

La réalité est-elle si différente du discours officiel et médiatique ?

En décembre 2010, à l'issue du second tour de l'élection présidentielle, au vu de fraudes massives dans les bastions du candidat Alassane Ouattara, le Conseil Constitutionnel déclare Laurent Gbagbo, Président. Ouattara revendique la victoire, avec le soutien de la France et de la "communauté internationale" qui refusent le recomptage des voix proposé par le Président Gbagbo. Pourtant, le même jour en Haïti, un recomptage des voix est accepté pour le premier tour de la présidentielle ! Pour la première fois de son histoire, sous l'impulsion de la France, l'ONU entre en guerre. Le 11 avril 2011, après plusieurs jours de bombardements par l'armée française, le Président Gbagbo est arrêté et transféré à La Haye. Malgré des charges inconsistantes, le procès de Laurent Gbagbo s'est ouvert en janvier 2016, à la Cour Pénale Internationale, la CPI.

Pourquoi revenir sur le passé ?

Une réconciliation véritable et une paix durable en Côte d'Ivoire ne peuvent se construire sur le déni, le mensonge, en Côte d'Ivoire comme en France, même à grand renfort de propagande médiatique... De plus, il en va de la crédibilité de la France, donc de l'avenir des relations entre la France et l'Afrique : la jeune génération africaine n'acceptera pas ce que ses aînés ont subi par la contrainte, ou ont accepté par opportunisme...

Rechercher la vérité commence par une connaissance personnelle des faits, la vérité étant à portée de " clics ", juste masquée par le brouhaha médiatique...

Nos partenaires

Côte d'Ivoire : CI-RDV

... / ...

Écouter les récits d'Ivoiriennes et d'Ivoiriens, transcrire, enregistrer ou filmer leurs récits, c'est témoigner pour l'histoire, même si ces témoignages n'aboutissent pas dans un tribunal. Mais qui sait ?

Agir pour faire toute la lumière sur la crise politico-militaire de 2002 à 2011, notamment pour situer les responsabilités de tous les acteurs, y compris la France, et obtenir une information enfin objective dans les medias français.

"Dire la vérité, informer nos concitoyens" est-ce en définitive le cœur de votre action ?

En dialoguant de manière apaisée, nos concitoyens expriment leur étonnement, voire leur sidération, alors qu'ils se croyaient bien informés par les medias français. CI-RDV veille à faire connaître les faits, les responsabilités, passées et présentes : réunions de travail, réunions publiques avec des personnalités qualifiées, diffusion d'informations irréfutables.

Ainsi, le 10 mai, nous avons organisé une réunion publique à côté de Lille, à Ronchin où plus de 75 participants furent étonnés, voire sidérés, de découvrir la réalité.

Vous souhaitez également "Agir pour la vérité, la justice, la réconciliation" ?

Avec ses partenaires, tel le CIIP, CI-RDV entend informer l'opinion publique et interpeller les autorités françaises sur les pressions exercées par les grandes puissances sur la Cour Pénale Internationale dans le procès du Président Laurent Gbagbo. De même, CI-RDV se doit d'informer sur les conséquences actuelles de l'ingérence de la France dans un pays qui aspirait à la souveraineté : prisonniers d'opinion détenus en dépit de toute légalité ; procès de prisonniers politiques condamnés à de lourdes peines ; impossible retour sécurisé des exilés et, pour eux et leurs familles, leur réintégration dans leurs droits civiques, cadres de vie et restitution de leurs biens spoliés.

Le 2 juin, vous avez tenu votre première réunion publique à Grenoble, à la Maison des Associations. Quel est votre bilan ?

Le thème "Médias, démocratie ? Regards et témoignages" a rassemblé six intervenants et mobilisé plus d'une vingtaine de participants. A partir de témoignages vécus et de documents irréfutables, l'auditoire, parfois sidéré, a été convaincu des effets désastreux de la désinformation des Français durant "la crise post-électorale", en réalité une guerre qui n'a pas dit son nom, pour "dégommer" un président réélu qui ne plaisait pas à Nicolas Sarkozy et

aux affairistes. Aujourd'hui encore, les deux syndicalistes qui sont intervenus à la tribune ont montré la réalité de la répression toujours actuelle qui frappe les défenseurs des travailleurs.



De gauche à droite, André Prochasson, président CIRDV, Kouamé Kra Félix, Secrétaire Général de la FESACI, la Fédération des Syndicats Autonomes de Côte d'Ivoire, la Ministre Ohouochi Clotilde Yapi, Jean-Jacques Guigon, Conseiller confédéral CGT Afrique subsaharienne, Maghreb, Liban.

Contacts :

Courriel : ci-rdv@orange.fr ;

Facebook, <https://www.facebook.com/cirdv/>
(où l'on trouvera notamment les comptes-rendus des deux réunions publiques).

Nous avons aimé

Le 8 septembre une jeune Rom de 14 ans, victime d'une grave électrocution dans un squat de la rue des Alliés, squat occupé par une vingtaine de Roms chassés de partout, est décédée. Victime de la misère mais surtout de l'incurie extrême des institutions (Etat, Ville de Grenoble, Metro...) qui ne manifestent aucune volonté réelle de s'attaquer à ce scandale absolu du mal et du non logement et hébergement. Voici un très beau texte rédigé sur le champ par notre ami Luc Quinton.

Elle avait 14 ans et toute la vie devant elle. Elle était jeune, et belle, et vivante. Comme des millions de jeunes filles, en France et dans le monde. Et pourtant elle n'existait pas.

Non, Melinda n'existait pas. Elle était Rom, roumaine.

Et elle reste Rom malgré la mort qui en un éclair l'a emportée alors qu'elle se faisait belle dans cette fausse salle de bain d'un squat grenoblois.

Elle était la lumière d'une jeunesse malmenée et pourtant pleine d'espoir.

Aux autres bouts du monde, des millions de jeunes filles sont bafouées, torturées, exploitées, violées, plus que jamais.

Et sur notre belle terre des droits de l'homme, nombre d'entre elles vivent ignorées, blessées, cachées, méprisées, tout comme les familles Roms malmenées, expulsées, rejetées, déplacées.

Melinda avait 14 ans et elle est morte électrocutée par un câble électrique tombé dans la baignoire d'un domicile improvisé.

Elle avait 14 ans.

Nous sommes en 2016.

Ce monde est fou mais ce n'est pas le monde qui ne tourne pas rond. Non, ce sont les hommes qui le dirigent. Gouvernants méprisants aux quatre coins de la planète, jusqu'à la tête de notre État, jusque dans nos institutions et administrations locales. Des pouvoirs qui nous conduisent à des horreurs quotidiennes, préférant la hache du chiffre au h de humain.

Le monde, une jeune fille. La vie, la mort. La colère, et l'émotion.

L'émotion et la colère face à l'humiliation devenue ordinaire et coutumière.

Je pense à Melinda. Je pense à mes filles.

Oui, ce monde est à changer mais en premier lieu tous ceux qui le même à sa perte.

Luc Quinton

plasticien colleur d'histoires (8 septembre 2016)

Inter-Peuples - Publication du Centre d'Information Inter-Peuples - Maison des Associations - 6, rue Berthe de Boissieux - 38000 GRENOBLE - Tel : 04.76.87.59.79 - Courriel : ciip@wanadoo.fr - Site web : <http://www.ciip.fr>

BULLETIN D'ADHESION AU CIIP PERMETTANT DE RECEVOIR NOTRE JOURNAL "INTER-PEUPLES"
Renvoyer ce bulletin au CIIP, Maison des Associations, 6 rue Berthe de Boissieux, 38000 GRENOBLE

NOM Prénom :

Adresse :

.....

Courriel :

Je souhaite recevoir Inter-Peuples : version papier version électronique

Je m'abonne à Inter-Peuples :

Abonnement institution : 50 €

Abonnement ordinaire : 35 €

Abonnement de soutien : 45 € 50 € (ou plus) Étudiants/Sans emploi : 18 €